

~~FE~~

~~PA/PL~~

~~VO~~ / ~~WR~~

a/a t. 311 Peru

CONTRIBUTION SUISSE

AU DEVELOPPEMENT FORESTIER PERUVIEN

4.12.85  
Fe



Intercooperation, Bollwerk 19, 3001 Berne

Dodis





Ce document a été élaboré  
par

Rudolf Dannecker  
Jean Laurent  
Daniel Marmillod

Mars 1985

## S O M M A I R E

1. LE SECTEUR FORESTIER
  - 1.1. Les aires géographiques
    - 1.1.1. Généralités
    - 1.1.2. La Côte
    - 1.1.3. La Sierra
    - 1.1.4. La Selva
  - 1.2. Politique forestière du Gouvernement
  - 1.3. Les réalisations du secteur forestier
    - 1.3.1. Sur le plan institutionnel
    - 1.3.2. Sur le plan de la formation
    - 1.3.3. Sur le plan opérationnel
    - 1.3.4. Sur le plan de la recherche
  - 1.4. Les faiblesses du secteur forestier
  
2. CONTRIBUTION SUISSE AU DEVELOPPEMENT  
DU SECTEUR FORESTIER PERUVIEN
  - 2.1. La politique de coopération et les aides extérieures
    - 2.1.1. Au domaine institutionnel
    - 2.1.2. Au domaine de la formation
    - 2.1.3. Au domaine des reboisements
    - 2.1.4. Au domaine de la recherche
    - 2.1.5. Au domaine industriel
    - 2.1.6. Conclusions
  - 2.2. Historique de la contribution suisse
  - 2.3. Premiers acquis
    - 2.3.1. Au domaine de la formation
    - 2.3.2. Au domaine de la recherche
    - 2.3.3. Au domaine du reboisement

- 3. PERSPECTIVES D'AVENIR DE LA  
CONTRIBUTION SUISSE
- 3.1. Quelques réflexions de base
  - 3.1.1. Pour la Selva
  - 3.1.2. Pour les Andes
- 3.2. Stratégie
  - 3.2.1. Le contexte
  - 3.2.2. Le temps
  - 3.2.3. Les aires géographiques
  - 3.2.4. Les lignes d'action
    - 3.2.4.1. Au niveau de la Selva
    - 3.2.4.2. Au niveau de la Sierra
    - 3.2.4.3. Au niveau des institutions forestières  
nationales
  - 3.2.5. Cohérence
  - 3.2.6. Appui technique et scientifique
  - 3.2.7. Evaluation conjointe

Annexe 1 Documents consultés



## A V A N T - P R O P O S

---

Ce document a été élaboré par Intercooperation sur demande de la Direction de la Coopération au Développement et de l'Aide Humanitaire (DDA). C'est une première contribution à l'élaboration d'un programme de coopération technique pour le Pérou (programme par pays) et à l'évaluation conjointe du programme forestier appuyé par la DDA au Pérou, prévue pour 1986.

Le présent travail a fait l'objet d'une procédure de consultation touchant les responsables de la DDA, les membres du Groupe de travail forestier de la DDA, le bureau de coordination COTESU-Lima et les coopérants oeuvrant au Pérou. Que tous ceux qui ont contribué à l'élaboration de ce document par leurs remarques et leurs observations trouvent ici l'expression de notre gratitude.

Un tel document doit être considéré comme un document de travail. Il n'a ni la prétention d'être complet, ni d'avoir fait le tour des problèmes du secteur forestier péruvien! Son principal objectif est d'établir une première esquisse de programme et d'entreprendre une réflexion commune sur ce que pourrait être la contribution de la coopération technique suisse au développement du secteur forestier péruvien.



## CONTRIBUTION FORESTIERE AU PROGRAMME DE COOPERATION AVEC LE PEROU

---

### 1. LE SECTEUR FORESTIER

#### 1.1. Les aires géographiques

##### 1.1.1. Généralités

Le Pérou compte 74 millions d'ha de forêts naturelles, dont le 98 % couvrent l'Amazonie péruvienne (Selva). A ces forêts naturelles s'ajoutent 10 millions d'ha environ de terres agricoles marginales - dont plus de 7 millions d'ha se trouvent dans les zones andines menacées par l'érosion - qui sont à vocation forestière. Soulignons que 60 % de la surface forestière peut-être considérée comme forêts productrices et que le reste a une fonction essentiellement protectrice (régulation des eaux et stabilisation des sols).

L'exploitation forestière porte aujourd'hui sur 2 % de l'aire forestière (1'400'000 m<sup>3</sup> par an). Elle est caractérisée par les éléments suivants:

- haute spécificité des espèces exploitables (seule 2 % de la richesse floristique arborescente est utilisée);
- cette spécificité a pour conséquence une exploitation inférieure à la possibilité réelle qui est estimée de 50 à 100 m<sup>3</sup>/ha par période de 10 ans;
- le mode d'exploitation actuel appauvrit la forêt exploitée et entraîne l'éloignement permanent des chantiers d'exploitation par rapport aux centres de transformation (augmentation des coûts d'abattage, de débardage et de transport).

Le développement des industries forestières péruviennes est encore réduit. Elles représentent seulement le 1,2 % de la production économique nationale. Elles se répartissaient, à la fin des années septante, de la manière suivante: 450 scieries (de petite et moyenne grandeur), 68 fabriques de parquet, 4 fabriques de déroulage et 12 industries de pâte à papier et de papier. L'industrie de transformation ne travaille qu'à 60 % de sa capacité (les scieries seulement à 40 % en 1983). Elle souffre d'un endettement chronique grave, d'une trop forte concurrence des importations et d'un manque croissant de matières premières. L'absence de mesures fiscales d'encouragement à la modernisation des équipements et à l'exportation, ainsi que l'absence de normes de qualité et de personnel qualifié à tous les niveaux en font un instrument de production vieilli et inefficace.



L'industrie forestière est donc en crise et contribue ainsi de moins en moins à alimenter les fonds nationaux destinés au reboisement, à la recherche et à la formation professionnelle.

Il est important cependant de souligner que le nombre de personnes qui travaillent directement ou indirectement dans le secteur forestier et du bois est estimé à 200'000.

#### 1.1.2. La Côte

Cette région compte encore environ 3 millions d'ha de surfaces éparses plus au moins boisées à croissance lente. Ces formations forestières sont soumises à une forte exploitation axée sur le bois de feu, le fourrage et le bois de construction. Afin d'essayer de favoriser la régénération naturelle, le Gouvernement péruvien interdit aujourd'hui, dans cette région, toute exploitation forestière de type industriel.

En matière de reboisement, on peut noter la présence de 1'300 ha d' "algarrobo" (*Prosopis* sp.), une essence locale à usages multiples et de 15'000 ha d'*Eucalyptus globulus*.

#### 1.1.3. La Sierra

La plupart des forêts naturelles de cette région ont maintenant disparu. La pression de la population, une agriculture extensive, la demande croissante de bois de feu et de construction sont les causes principales de cette disparition. Les derniers lambeaux de végétation naturelle, le long des cours d'eau ou dans des régions d'accès difficile, sont en voie de disparition, d'où renforcement des phénomènes d'érosion. Ces phénomènes sont particulièrement prononcés dans la région des bassins-versants.

Des 27 millions d'ha de terrain soumis actuellement au pâturage, on peut estimer que près de 7 millions d'ha sont des terres à vocation nettement forestière. Les reboisements actuels se montent à près de 120'000 ha d'*Eucalyptus* principalement dans les régions de Cusco et de Huancayo.

#### 1.1.4. La Selva

La forêt tropicale de l'Amazonie péruvienne couvre plus du 60 % de la superficie totale du pays. Elle se répartit en deux régions principales, la "Selva Alta" ou "Ceja de Selva" (Piémont andin) et la "Selva Baja".

La mise en valeur des forêts tropicales de l'Amazonie se heurte à une série d'obstacles dont les plus sérieux sont de nature écologique.



Parmi ces obstacles, mentionnons: l'érosion et l'épuisement rapide des sols une fois dépouillés de leur manteau forestier, la difficulté de l'exploitation forestière, due à l'hétérogénéité des peuplements et à la disparition des essences commerciales dans les zones accessibles, la diminution des rendements de la pêche et de la chasse qui, faute d'alternatives, restent les principales sources de protéines pour les habitants de la Selva. La productivité de l'agriculture demeurant par ailleurs très médiocre, le niveau de vie d'une grande partie de la population stagne et se dégrade même dans certains cas, suite à la diminution des ressources disponibles.

Dans La Selva, mis à part le pétrole, les ressources naturelles renouvelables sont pratiquement les seules à entrer en ligne de compte pour la majorité de la population. On voit toute l'importance que revêt leur mise en valeur et leur conservation.

D'année en année, on assiste cependant à une destruction progressive de cette forêt tropicale (25'000 ha par an), sous l'effet:

- d'un empiètement croissant de l'agriculture et de l'élevage sur le domaine forestier naturel, tout particulièrement le long des axes de pénétration; la pression démographique et l'appauvrissement des terres agricoles sur les hauts plateaux andins stimulent la migration vers la Selva et aggravent ce problème de jour en jour;
- de la pauvreté et de la fragilité des sols amazoniens, qui obligent le cultivateur à être itinérant et à travailler sur brûlis;
- d'une exploitation forestière anarchique, mue par la quête d'un gain immédiat et de courte échéance en l'absence de tout plan d'aménagement.

Dans ce contexte, la Ceja de Selva constitue à court terme une région en extrême péril, dû à sa proximité des terres andines. C'est en effet la région affectée par l'essentiel des défrichements cités ci-dessus (processus irréversible d'érosion des sols, perturbation du régime des eaux, détérioration des infrastructures). Le rythme de ces défrichements tend actuellement à augmenter suite à une politique de colonisation mal orientée et qui ne tient pas compte des contraintes écologiques.



## 1.2. Politique forestière du Gouvernement

Pour tenter de sauvegarder et de mettre en valeur le patrimoine forestier national, la politique forestière du Gouvernement prétend renforcer de manière significative:

- la promotion, au niveau national et régional, d'une véritable politique de conservation et de mise en valeur des ressources de la Selva par une action de reboisement d'envergure dans les Andes;
- l'implantation progressive d'unités administratives de gestion forestière (districts forestiers) et de réserves naturelles;
- l'octroi de concessions forestières aux communautés rurales et natives visant à la sauvegarde et à la mise en valeur des ressources forestières locales;
- la classification et la délimitation des terres de la Selva et de la Sierra selon leur degré de vocation agricole, pastorale et forestière;
- la recherche appliquée, la formation des ouvriers et des cadres forestiers et la vulgarisation forestière.

Les moyens à mettre en oeuvre pour l'application de ces priorités sont à l'échelle de l'immensité des terres mises en cause.

Les autorités péruviennes sont conscientes de ces problèmes et ont reconnu la nécessité d'une politique forestière dotée de moyens efficaces.

Cette volonté réelle de protéger, développer et exploiter rationnellement les ressources forestières est exprimée notamment dans la "Loi des communautés natives" et la "Loi forestière et de faune sylvestre".

Mais l'application de ces lois se heurte à de nombreux obstacles d'ordre technique, économique et social très difficiles à surmonter. Les moyens techniques et financiers du Gouvernement resteront encore longtemps très limités.

## 1.3. Les réalisations du secteur forestier

Au cours de son histoire relativement courte, le secteur forestier péruvien a su inscrire à son actif plusieurs actions importantes dans les domaines suivants:

### 1.3.1. Sur le plan institutionnel

- Mise en place d'un service forestier national qui s'appuie sur des centres forestiers (CENFOR) voués à la recherche, la formation et la vulgarisation et de districts forestiers;
- définition d'une législation forestière et des premiers éléments d'une politique forestière nationale;
- établissement d'une quinzaine d'unités de conservation (parcs, réserves et sanctuaires nationaux).

### 1.3.2. Sur le plan de la formation

- Au niveau universitaire, création de facultés forestières dans l'Université nationale du Centre, l'Université nationale agraire de la Molina, l'Université nationale de l'Amazonie péruvienne et l'Université nationale de l'Ucayali. Introduction d'un programme agro-forestier à l'Université nationale de San Martin;
- au niveau technique, création des Ecoles de techniciens forestiers de Pucallpa et de Tarapoto et première expérience de formation d'ouvriers forestiers à Jenaro Herrera.

### 1.3.3. Sur le plan opérationnel

- La mise en marche d'un programme de reboisement sur la Côte et dans les Andes, qui a permis de reboiser, ces vingt dernières années, quelques 135'000 ha;
- l'établissement d'une carte forestière nationale;
- le démarrage d'un inventaire forestier national;
- la classification de 8 millions d'ha de terres marginales à vocation forestière.

### 1.3.4. Sur le plan de la recherche

Mise en oeuvre de travaux de recherche orientés sur l'aménagement rationnel des ressources naturelles (forêts naturelles et faune), le reboisement (techniques et choix des essences), la technologie des bois indigènes (propriétés, aptitudes) et agro-foresterie. Cette mise en oeuvre se fait à travers les Universités précitées, les CENFOR principalement de Cajamarca et de Pucallpa et le Centre de recherche de Jenaro Herrera.



#### 1.4. Les faiblesses du secteur forestier

Il nous paraît utile de souligner ici quelques points faibles du secteur forestier péruvien, à savoir:

- La faiblesse et l'instabilité institutionnelle du secteur.

Le "pouvoir institutionnel" se partage actuellement entre la Direction générale forestière et de la faune (DGFF) et l'Institut forestier national (INFOR) tous deux du Ministère de l'Agriculture. Créé en 1981, l'INFOR a pour objectif principal la mise en oeuvre de programmes de développement forestier. Avec l'INFOR (organisme public décentralisé) les forestiers péruviens ont espéré gagner en efficacité administrative et opérationnelle. La réalité a montré qu'on a en fait créé une nouvelle administration supplémentaire, avec tous ses aspects négatifs et qu'on a divisé en deux des moyens humains et financiers déjà bien modestes au départ. Actuellement, la réunification de la DGFF avec l'INFOR semble acquise et les premières démarches dans cette direction sont en cours.

Rappelons aussi ici que l'INFOR est dominé actuellement par des professionnels non forestiers ou par des forestiers de peu d'expérience professionnelle. Pour des raisons politiques, des forestiers de valeur ont été mis à l'écart des problèmes opérationnels actuels. Les élections de 1985 vont probablement modifier une fois de plus le panorama forestier du pays!

- le manque de moyens budgétaires mis à disposition du secteur forestier.

La DGFF et l'INFOR sont toujours les parents pauvres du Ministère de l'Agriculture. Ce manque de moyens est compensé, dans une certaine mesure, par des appuis relativement importants fournis par plusieurs aides extérieures (cf. pt. 1.5.);

- des structures forestières encore très centralisées. Il faut cependant souligner ici toute l'importance que revêt la création des CENFOR. La mise en place de ces centres forestiers est un premier pas important vers une décentralisation effective et une relative autonomie de gestion administrative et financière. Cette décentralisation reste cependant limitée par les faibles ressources dont disposent actuellement les CENFOR et semble axée avant tout sur les Andes;
- un enseignement forestier qui reste très théorique et concentré principalement sur le niveau académique. La formation au niveau du technicien forestier reste insuffisante et les efforts de formation au profit de l'ouvrier forestier sont quasi inexistantes après la fermeture du Centre de Jenaro Herrera;



- le manque de spécialisation (principalement face à des conditions écologiques différentes) des divers centres de formation rend difficile une coordination en matière de formation. Cette coordination fait souvent place à des rivalités ou des querelles de clocher, bien mal placées face aux problèmes actuels;
- une politique de crédit et d'aide alimentaire qui risque de dénaturer la motivation et la prise en charge des actions de reboisement par les communautés locales;
- l'absence d'organisations non gouvernementales (ONG) actives dans le secteur forestier;
- une recherche forestière encore mal coordonnée et pauvre en chercheurs expérimentés;
- l'absence d'une véritable politique de sensibilisation au niveau national.

## 2. CONTRIBUTION SUISSE AU DEVELOPPEMENT DU SECTEUR FORESTIER PERUVIEN

### 2.1. La politique de coopération et les aides extérieures

Il est difficile, à l'heure actuelle, de dégager les grandes lignes d'une véritable politique de coopération internationale envers le secteur forestier péruvien. La liste des grands projets appuyés par des aides extérieures permet cependant de dégager quelques points forts de cette coopération:

#### 2.1.1. Au domaine institutionnel

Des appuis de la Coopération technique canadienne : "Proyecto de Apoyo Institucional al Sector Forestal del Perú" et du projet FAO "Apoyo a las Plantaciones Forestales para Fines Energéticos y para el Desarrollo de las Comunidades Rurales de la Sierra Peruana".

#### 2.1.2. Au domaine de la formation

Un autre appui de la coopération technique canadienne: "Proyecto de creación de un programa de Maestría en Ciencias Forestales en la Universidad Nacional Agraria de la Molina".



### 2.1.3. Au domaine des reboisements

#### Dans la Sierra:

- Le "Programa Sectorial Agropecuario" (PSA), avec un prêt de US \$ 14 millions de la Banque interaméricaine de développement, dont l'objectif est le reboisement dans la Sierra essentiellement. Appui sous forme de salaires de mains d'oeuvre et de crédits forestiers;
- le "Proyecto de Reforestación con Apoyo Alimentario" (PRAA). Fourniture d'aliments de l'USAID en contrepartie de travaux forestiers dans la Sierra;
- l'appui du Programme alimentaire mondial pour des travaux de reboisement dans les Andes;
- le "Proyecto de Reforestación Piloto" de Cajamarca, financé par la Communauté Economique Européenne, dont l'objectif est le reboisement de type industriel de 180'000 ha;
- le projet FAO (financement hollandais) "Apoyo a las Plantaciones Forestales para Fines Energéticos y para el Desarrollo de las Comunidades Rurales de la Sierra Peruana".

#### Dans la Selva:

- le "Proyecto Agro-silvo-pastoral en Pucallpa", financé par la Coopération technique belge;

### 2.1.4. Au domaine de la recherche

- un projet de recherche en matière de régénération de forêts naturelles dans la région du Bosque von Humboldt, Centre forestier de Pucallpa, financé par le Japon;
- un projet de recherche et de vulgarisation dans la Ceja de Selva, Centre forestier de San Ramon, financé par la Coopération technique allemande;
- un projet de recherche sylvicole pour la zone andine (appui CICAFOR Cajamarca) financé par la coopération technique belge.

### 2.1.5. Au domaine industriel

- Le projet PNUD/FAO "Mejoramiento de los sistemas de extracción y transformación forestal";
- l'appui de la Coopération technique canadienne: "Proyecto de Desarrollo Industrial Forestal.



### 2.1.6. Conclusions

L'énumération des projets mentionnés ci-dessus montre l'importance donnée aux reboisements de type industriel dans les Andes. Elle montre aussi la faiblesse de l'appui international particulièrement dans les domaines suivants:

- Formation pratique du personnel forestier à tous les niveaux;
- reboisements communautaires dans les Andes;
- aménagement en général des ressources forestières de la Selva tant au point de vue de la recherche qu'opérationnel.

Les domaines mentionnés ci-dessus esquissent déjà le cadre où s'inscrit ou devrait s'inscrire les actions appuyées par la coopération technique suisse. Il est clair que ces actions devraient être menées en collaboration étroite avec les efforts déjà existants dans ces domaines.

Mentionnons cependant que l'absence de coordination et de concertation entre les aides extérieures reste un handicap sérieux au développement harmonieux du secteur forestier péruvien. Ce problème n'est d'ailleurs, de loin, pas spécifique au secteur forestier.

### 2.2. Historique de la contribution suisse

1965 L'appui de COTESU au développement du secteur forestier péruvien démarre à partir du projet de développement rural intégré de Jenaro Herrera dans la Selva Baja. Créé en 1965, ce projet est né de la volonté d'explorer des systèmes de production agricoles, pastoraux et forestiers, qui permettent une implantation d'agriculteurs sur les terres hautes de la basse Amazonie et compatibles avec le maintien de l'équilibre écologique. La composante forestière du projet se développe en mettant l'accent sur l'expérimentation de méthodes sylvicoles pour les forêts naturelles et les reboisements, ainsi que la formation d'ouvriers forestiers. Cette période est marquée par le début de la collaboration avec le Programme académique des sciences forestières (PACF) de l'Université nationale agraire (UNA) de la Molina.

1974 - 76 Appui à la formation de techniciens forestiers dans le cadre de l'Ecole de gardes-forestiers d'Iquitos. Cette école, rattachée à l'Université d'Iquitos, est fermée en 1976 suite à une réforme complète du système d'éducation.



- 1974 - 84 Projet FAO avec financement suisse. "Bosque von Humbolt". Formation forestière, notamment au niveau de l'ouvrier, aménagements forestiers.
- 1976 - 82 COTESU appuie la DGFF en mettant à sa disposition deux spécialistes en matière de dendrologie et d'écologie. Ces deux coopérants ne sont pas remplacés à la fin de leur affectation et leur départ précède de peu de profondes modifications institutionnelles au sein des structures forestières nationales (création de l'INFOR).
- 1980 Reprise de l'appui suisse à la formation des techniciens forestiers, dans le cadre du Centre forestier de Pucallpa de l'INFOR. Développement des activités de formation non scolaire et de vulgarisation forestière.
- 1980 - 82 Appui aux communautés natives dans le Département du Loreto. Parmi les objectifs de cet appui figure un petit programme forestier axé sur des essais d'enrichissement en forêt secondaire.
- 1981 - 82 Démarrage d'un programme de reboisement communautaire intégré dans le Projet de développement rural d'Ayacucho. Ce programme est arrêté en 1982 avec la suspension du projet, suite aux troubles provoqués par le "Sendero Luminoso".
- 1982 - 83 Remise du Projet de Jenaro Herrera au Ministère de l'Agriculture. Création du Centre de recherche de Jenaro Herrera (CI-JH), intégré dans les structures de l'Institut de recherche pour l'Amazonie péruvienne (IIAP). COTESU commence à financer un certain nombre de projets de recherche dans les secteurs forestier et des ressources naturelles.
- 1983 Démarrage d'un projet d'aménagement forestier dans la Selva Central (Pichis-Palcazu). Cet appui se concentre sur la mise en place d'une unité pilote d'enseignement en collaboration avec le PACF de la UNA de la Molina.
- 1984
- Mise en oeuvre d'un appui au Centre national de documentation et d'information forestières (CEDINFOR) de la UNA de la Molina.
  - Identification de nouvelles idées de projets en matière d'enseignement de l'environnement au niveau secondaire et d'appui à l'aménagement des parcs nationaux du Pérou.
  - Discussions préliminaires sur un projet éventuel de reboisement communautaire dans les Andes.



### 2.3. Premiers acquis

Depuis près de vingt ans, COTESU a concentré son appui sur la formation forestière pratique et la recherche appliquée en Selva. Un court bilan permet de dégager les principaux acquis suivants:

#### 2.3.1. Au domaine de la formation

(Projets de Jenaro Herrera, Iquitos, Bosque von Humbolt et Pucallpa).

##### Formation scolarisée

- Définition des profils de l'ouvrier qualifié et du technicien forestiers et élaboration des curricula respectifs;
- formation de six volées (environ quatre-vingt élèves) d'ouvriers forestiers qualifiés;
- formation de cinq volées (une centaine d'élèves) de techniciens forestiers;
- appui opérationnel et scientifique à la réalisation de cours pratiques des étudiants ingénieurs et techniciens forestiers (UNA/EESEP-Iquitos);
- appui opérationnel et scientifique à l'élaboration de travaux de diplôme d'étudiants ingénieurs forestiers.

##### Formation non scolarisée

- Organisation de cours spécifiques en matière d'identification d'essences locales, de techniques de plantation, de bûcheronnage et de débardage, d'affûtage, de fabrication de charbon de bois, de classification des bois, d'emploi de scieries mobiles et de menuiserie. Ces cours ont touché plus de 800 personnes;
- élaboration de matériel pédagogique et didactique.

##### Documentation

Etablissement de deux centres d'information et de documentation forestières à Lima et à Pucallpa.

#### 2.3.2. Au domaine de la recherche

(Projets de Jenaro Herrera, Bosque von Humbolt et appui à la DGFF)

- Etablissement d'un arboretum naturel en Selva baja et collection de près de 10'000 échantillons botaniques;



- identification et description à cette date des essences arborescentes d'une quinzaine de familles;
- détermination du cycle phénologique de nombreuses espèces locales;
- réalisation d'une quinzaine d'inventaires forestiers portant sur plus de 50'000 ha;
- analyses floristiques et structurales de quatre types de peuplements forestiers en Selva baja;
- sélection d'une dizaine d'essences locales aptes au reboisement en Selva baja et contrôle de l'aménagement en plantation de l'essence d'élite identifiée à ce jour;
- détermination des meilleures méthodes de propagation des espèces sélectionnées;
- étude technologique des propriétés du bois d'une quarantaine d'essences locales de la Selva baja;
- contributions à l'aménagement de parcs nationaux.

Ces acquis en Selva présentent une certaine cohérence qui est un atout précieux qu'il convient de renforcer et de mettre en valeur dans l'avenir. Notons ici que des "créneaux" intéressants, tels que la formation d'ouvriers forestiers, ont été abandonnés sans recherche d'alternatives intéressantes.

### 2.3.3. Au domaine du reboisement

#### (Projet d'Ayacucho)

Mentionnons ici la première action forestière de COTESU au niveau des Andes péruviennes avec le programme de reboisement communautaire du projet d'Ayacucho. Cette première action a permis d'amener toute une série d'expériences méthodologiques et opérationnelles utiles à de nouvelles actions dans ce domaine.



### 3. PERSPECTIVES D'AVENIR DE LA CONTRIBUTION SUISSE

#### 3.1. Quelques réflexions de base

La situation générale du secteur forestier péruvien permet de dégager les réflexions suivantes:

##### 3.1.1. Pour la Selva

Un énorme potentiel forestier existe dans la Selva péruvienne. Ce potentiel est cependant mal géré. La gestion actuelle consiste avant tout en un écrémage des meilleurs bois et en une exploitation à court terme. Si ce type de gestion continue à long terme, le Pérou court le risque de voir son patrimoine forestier amazonien sérieusement menacé. Le potentiel agricole des zones défrichées dans cette région est généralement très médiocre.

D'autres part, il est bien clair que la région amazonienne n'échappera pas à sa mise en valeur. Il s'agit donc de trouver des méthodes de gestion forestière - donc aussi d'exploitation - qui répondent aux besoins du pays, en bois, mais aussi en espaces de colonisation pour l'agriculture et l'élevage. D'autre part, il faut constater que cette forêt est encore mal connue et que les connaissances de base sur la dynamique des peuplements et sur les essences forestières (propriétés, comportement, croissance, utilisation, etc.) sont encore largement défaut.

Soulignons une fois de plus que la région de Ceja de Selva est en train d'atteindre par endroits un seuil critique de déséquilibre écologique et exige des mesures d'urgence de conservation des sols, de contrôle du régime des eaux et de réforme des modes de mise en valeur des terres. Cette région montre une problématique spécifique qui est différente de celle des terres basses.

##### 3.1.2. Pour les Andes

Une absence de couverture forestière presque absolue règne dans les Andes. Cette situation affecte directement le potentiel agricole de cette région: érosion des sols, rendement en baisse de la production agro-pastorale, émigration vers la Côte ou la Selva. La nécessité d'un vaste programme de reboisement dans la Sierra n'est plus à démontrer. Un tel programme doit répondre à des besoins essentiels de la région, à savoir:

- lutte contre l'érosion des sols et maintien - voire, à plus long terme, amélioration - de la productivité de terrains à vocation agricole;
- production de bois de feu pour satisfaire les besoins d'alimentation (cuisine) et de chauffage;



- production de bois de construction pour les besoins locaux.

De tels objectifs sont difficilement atteignables par des reboisements de caractère industriel, dont les buts et les modes d'action sont très spécifiques. Une véritable politique de reboisement dans les Andes ne pourra se faire qu'à travers les communautés campesinas. Ce sont elles qui ont besoin de bois et qui doivent définir de quelle manière doit être aménagé et protégé leur terroir. Les institutions étatiques et les aides extérieures doivent être présentes pour appuyer les efforts des campesinos, mais non pour se substituer aux efforts des communautés. Rappelons ici que de tels programmes de reboisement ne peuvent démarrer que s'ils sont précédés d'intenses actions de sensibilisation et de formation.

### 3.2. Stratégie

#### 3.2.1. Le contexte

Les actions de coopération appuyées par COTESU doivent s'insérer dans un contexte national caractérisé par:

- une crise économique quasi permanente qui limite fortement les ressources budgétaires étatiques;
- une instabilité institutionnelle au niveau des organismes de contrepartie nationale;
- l'absence d'une politique forestière nationale clairement définie;
- un climat d'insécurité et de tension - principalement dans les Andes - créé par des actions révolutionnaires (Sendero Luminoso) ou le trafic de drogue;
- un secteur ONG encore marginalisé, peu opérationnel et mal accepté par les instances officielles.

Pour les actions forestières, un tel contexte implique des projets très souples, avec une programmation opérationnelle et budgétaire qui puisse s'adapter facilement à l'évolution de la situation. Au point de vue institutionnel, ces projets chercheront un "cadre" officiel (DGFF/INFOR, Universités, Centre de recherche, etc.) tout en gardant le maximum de liberté d'action. La priorité sera donnée à une intégration locale ou régionale, par rapport à une intégration au niveau national.



### 3.2.2. Le temps

Le développement du programme forestier de COTESU s'inscrit dans une étape limitée pour l'instant aux dix prochaines années. Il nous paraît en effet hasardeux d'élaborer des perspectives au-delà de cette limite. Insistons cependant sur l'importance du facteur continuité dans les projets forestiers. Chaque action sylvicole qui démarre implique une volonté d'action qui devrait "tenir" au moins pendant dix ans.

### 3.2.3. Les aires géographiques

Le programme forestier de COTESU devrait couvrir deux aires géographiques prioritaires:

#### La Selva avec

- . un potentiel forestier considérable mais menacé
- . un programme de coopération suisse déjà relativement bien structuré
- . un capital d'expériences acquises aux cours des vingt dernières années

#### La Sierra avec

- . son capital humain et le poids de ses traditions
- . son environnement et sa production agricole menacés par l'érosion
- . ses besoins en bois de feux et en bois d'oeuvre.

La Côte n'a pas été retenue pour des actions forestières appuyées par COTESU. Ce choix s'explique par les priorités de COTESU et par la problématique forestière particulière de cette région (reboisements sous irrigation par exemple) et le manque d'expérience de COTESU sous ces conditions écologiques en Amérique latine.

### 3.2.4. Les lignes d'action

Très schématiquement, le programme forestier de COTESU pourrait comporter, pour les dix prochaines années, des actions au niveau de la Selva, de la Sierra et des institutions forestières nationales.

#### 3.2.4.1. Au niveau de la Selva:

Tant la problématique générale de la région que notre capital de connaissances et d'expériences devraient nous inciter à poursuivre et à renforcer les projets existants (recherche et formation) mais aussi à tirer partie dudit capital pour commencer des actions d'application.



a) Projets existants

Les projets existants auront pour objectif principal l'identification et la validation de méthodes d'aménagement forestier susceptibles d'assurer l'exploitation rationnelle et la conservation des ressources naturelles de l'Amazonie péruvienne. Dans l'avenir, cet objectif sera atteint à travers la stratégie suivante:

- CI-Jenaro Herrera, appui à la recherche

- . Poursuite des études écologiques nécessaires à la définition d'une sylviculture de forêt naturelle (taxonomie des essences locales, typologie des communautés végétales, sylvigénèse des peuplements forestiers);
- . définition et validation de méthodes sylvicoles permettant l'exploitation rationnelle des peuplements naturels;
- . poursuite de la sélection d'espèces locales aptes au reboisement;
- . définition et validation pour l'ensemble de la Selva baja de régimes de traitement pour un nombre très limité d'espèces d'élite;
- . poursuite de l'identification et de la connaissance des systèmes agro-forestiers traditionnels. Amélioration générale des espèces agro-forestières et optimisation des systèmes;

Le Centre de Jenaro Herrera devra renforcer progressivement son rayonnement sur l'ensemble des recherches sylviculturales en basse Amazonie. D'autre part il veillera à la divulgation des résultats de la recherche appliquée tout particulièrement auprès des agents de développement de l'ensemble de la Selva et des futurs cadres forestiers.

- CENFOR de Pucallpa, appui à la formation et à la vulgarisation

- . Poursuite de la formation forestière scolarisée au niveau du technicien forestier;
- . poursuite et renforcement de la formation non scolarisée tout particulièrement à l'intention des membres de la communauté forestière;
- . création d'un système de formation de l'ouvrier forestier qualifié;
- . création d'un système de suivi et de recyclage permanent des anciens élèves (techniciens et ouvriers forestiers qualifiés);
- . renforcement du Centre d'information et de documentation.



Le CENFOR de Pucallpa renforcera son rôle de coordination de l'éducation forestière scolarisée au niveau du technicien et de l'ouvrier forestiers en Amazonie péruvienne. D'autre part, il veillera à la diffusion de son matériel pédagogique et didactique ainsi qu'à la formation des agents de développement qui l'utiliseront. Il veillera également à l'intégration active de son centre d'information et de documentation dans le réseau national d'information forestière coordonné par CEDINFOR.

- Unité pilote Selva Centrale, appui à la formation et à la gestion forestière expérimentale

- . Formation pratique des étudiants ingénieurs forestier prioritairement de l'UNA de la Molina;
- . poursuite des études nécessaires à l'élaboration d'un plan de gestion forestière (dendrologie, sylviculture, technologie et transformation des bois, économie forestière);
- . élaboration et application d'un plan de gestion modèle.

L'Unité pilote veillera à faire profiter de son expérience les étudiants et les professeurs forestiers péruviens. Son développement est conditionné par l'intégration pratique des diverses disciplines forestières. Une fois son modèle de gestion consolidé, elle veillera à le tester et à l'appliquer dans d'autres unités forestières de la colonisation du Pichis Palcazu.

b) Actions nouvelles

A côté d'actions pouvant se développer à partir des projets existants, COTESU devrait identifier au cours de la prochaine décennie des actions d'application tant au point de vue institutionnel qu'opérationnel qui pourraient s'agencer sur la base des idées suivantes: *pour autant que la politique du Gub s'y prête:*

- Contribution au rétablissement de l'équilibre écologique en Ceja de Selva

Identification et exécution d'une action de développement rural intégré avec forte composante forestière

- Gestion de districts forestiers

Appui à la structuration et à la gestion d'un ou plusieurs districts forestiers de l'Amazonie péruvienne.

*Hearts  
en  
prouille  
d'acc.*



- Politique de la recherche forestière en Amazonie péruvienne

Appui à l'IIAP pour la définition et la mise en oeuvre d'une politique de recherche forestière pour l'ensemble de l'Amazonie péruvienne.

3.2.4.2. Au niveau de la Sierra

*(un rôle de variations de la pol. gouver. qu'on selva)*

Action nouvelle

Si le poids de la Selva jouera encore un rôle déterminant ces prochaines années dans le programme forestier de COTESU, il paraît maintenant essentiel de compléter ce programme par des actions au niveau des Andes.

Dans l'état actuel des choses, un appui aux actions de reboisement prises en charge directement par les communautés campesinas, nous paraît la meilleure réponse donnée dans les Andes au manque de bois de feu et de construction ainsi qu'à la dégradation par l'érosion de l'environnement et de la production agricole.

Un tel appui devrait être identifié, planifié et mis en oeuvre de manière à permettre:

- une action directe au profit des communautés campesinas. Cette action sera portée par le service de vulgarisation d'un CENFOR andin. Dans une première étape, cette action se développera dans une aire géographique restreinte à l'intérieur du périmètre d'intervention du CENFOR et avec un nombre limité de communautés campesinas;
- une mise en valeur des essences locales dans les actions de reboisement communautaires. Cette mise en valeur pourrait d'ailleurs justifier un programme d'expérimentation et de promotion à échelle régionale.

3.2.4.3. Au niveau des institutions forestières nationales

a) Projet existant

CEDINFOR, documentation et information forestières

- Renforcement de l'institution par une amélioration des capacités de récolter, de traiter et de diffuser l'information forestière produite au Pérou ou d'intérêt pour le pays;
- Renforcement du réseau national d'information forestière basé sur des centres de gravité régionaux.



### b) Actions nouvelles

Pour renforcer son impact et compléter la cohérence et l'efficacité de ses actions en cours, COTESU devrait intervenir ces prochaines années au niveau des institutions forestières nationales de la manière suivante: *(avec effet de comité scientifique)*

- Appuis ponctuels pour l'élaboration des éléments nécessaires à la définition d'une politique et d'un plan directeur forestiers (missions de consultants). Ces appuis se concentreront dans les domaines priorités par le programme forestier de la coopération suisse au Pérou;
- actions au niveau national de coordination et de concertation principalement en matière de formation et de recherche (séminaires, groupes de travail permanents, etc.);
- programme d'enseignement de l'environnement au niveau secondaire;
- des appuis à des projets très spécifiques d'intérêt national du type: Centrale de graines forestières, Centrale d'outillage forestier, etc.

### 3.2.5. Cohérence

La recherche d'une cohérence au niveau des actions a été un élément présent tout au cours de l'élaboration du programme décrit ci-dessus. Cette cohérence à l'intérieur du programme qui couvre aussi bien la Selva que la Sierra, se doit d'être complétée par la recherche d'une cohérence au niveau régional. Il est en effet indispensable que les projets appuyés par la coopération suisse s'intègrent dans le contexte du développement de leur région et s'articulent harmonieusement avec les actions financées par d'autres aides extérieures.

### 3.2.6. Appui technique et scientifique

Si le programme forestier de COTESU au Pérou est appelé à se développer ces prochaines années et vu la complexité grandissante des actions déjà en cours, un appui technique et scientifique à l'ensemble du programme va s'imposer rapidement.

Il est proposé que cet appui soit assumé par un conseiller scientifique placé au niveau national. Ses tâches pourraient porter sur:

- un appui scientifique et technique aux projets existants;



- la promotion de collaboration entre les projets existants, les institutions nationales et internationales;
- des activités de conseil ponctuelles auprès d'institutions forestières péruviennes avec un accent tout particulier sur la recherche, la formation et le reboisement communautaire;
- un appui à l'organe de planification du service forestier national.

Le statut et le cahier des charges de ce conseiller seront à définir entre la DDA, Intercooperation et les partenaires péruviens.

### 3.2.7. Evaluation conjointe

Il est prévu de faire, début 1986, une évaluation conjointe de l'ensemble du programme forestier financé par la Coopération technique suisse au Pérou. Cette évaluation aura pour objectifs:

- de dresser un bilan quantitatif et qualitatif des actions entreprises jusqu'ici, de présenter un ou plusieurs scénarios quant à l'avenir de chacun des projets en cours;
- de proposer des nouvelles actions dans le cadre des lignes directrices fixés par le programme de la Coopération technique suisse au Pérou;
- de définir les critères pour l'établissement du cahier des charges du conseiller scientifique.



ANNEXE 1Documents consultés

|                                      |  |
|--------------------------------------|--|
| Banque mondiale (1981)               | Peru, Major Development Policy Issues and Recommendations  |
| COTESU (1983)                        | Reconocimiento de la Provincia de Aija del Departamento de Ancash (En busca de una alternativa para la vida del campesino)   |
| COTESU, Comité de coopérants (1983)  | Reflexiones del comite de coope-rantes sobre el Plan Perú  |
| FAO/Perú (1982)                      | Plan de operaciones del Proyecto GCP/PER/027/NET "Apoyo a las Plantaciones Forestales para fines Energéticos y para el Desarrollo de las comunidades Rurales de la Sierra Peruana" |
| PNUD/FAO (1980/82)                   | Seminario sobre extracción y transformación forestal, Documentos de trabajo nos 1 et 7   |
| Proyecto PNUD/FAO/ PER/81/002 (1982) | Perú Forestal  |